

Évolutions monétaires en Guyane au 30 juin 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Un ralentissement de l'activité au premier trimestre 2015, principalement en Amérique du Nord, a entraîné une légère révision à la baisse de la croissance mondiale estimée par le Fonds monétaire international (FMI), avec 3,3 % pour l'année 2015 contre 3,5 % annoncés dans l'édition d'avril 2015 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM). Néanmoins, les facteurs d'une accélération progressive de l'activité économique dans les pays avancés — à savoir l'aisance des conditions financières, une politique budgétaire plus neutre dans la zone euro, la baisse des prix des carburants, le regain de confiance et l'amélioration du marché de l'emploi — restent intacts.

Toujours selon le FMI, la reprise économique dans la zone euro semble en assez bonne voie, avec un redressement généralement robuste de la demande intérieure et une inflation qui commence à monter. Les projections de croissance ont été révisées à la hausse pour de nombreux pays de la zone euro, mais, en Grèce, les événements en cours pèseront probablement bien plus lourdement que prévu sur l'activité. La croissance de la zone euro estimée pour l'année 2015 est de 1,5 %.

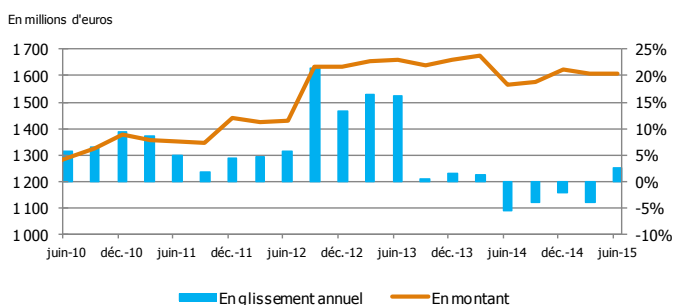
Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 septembre 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil a apporté quelques ajustements aux mesures de politique monétaire non conventionnelles: « [...] à la suite de l'examen annoncé de la limite de la part d'émission fixée dans le programme d'achat de titres du secteur public après les six premiers mois de ces achats, le Conseil des gouverneurs a décidé de porter cette part de 25 % à 33 %, moyennant une vérification au cas par cas que cela ne placerait pas l'Eurosystème en situation de détenir une minorité de blocage, auquel cas la limite de la part d'émission demeurerait à 25 %. [...] Le Conseil souligne sa volonté et sa capacité d'agir, si nécessaire, en utilisant tous les instruments disponibles dans le cadre de son mandat et rappelle, en particulier, que le programme d'achat d'actifs est suffisamment souple, sa dimension, sa composition et sa durée pouvant être modifiées. Dans le même temps, nous mettrons pleinement en œuvre nos achats mensuels d'actifs à hauteur de 60 milliards d'euros. [...] Ils devraient être effectués jusque fin septembre 2016 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. ».

DES INDICATEURS FINANCIERS GLOBALEMENT BIEN ORIENTÉS

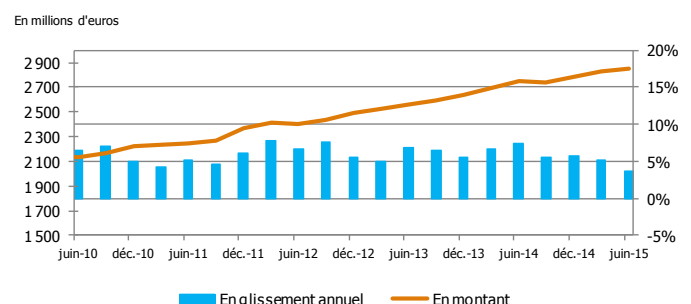
L'encours des crédits octroyés atteint 2 851,8 millions d'euros en juin 2015, en hausse de 3,7 % sur un an (soit +101,8 M€) et de 2,5 % (soit +69,2 M€) sur six mois. Cette dynamique s'explique notamment par la croissance des crédits d'investissement et à l'habitat accordés aux entreprises, qui s'inscrivent respectivement en hausse de 9,3 % et de 4,0 % en rythme annuel. L'encours sain des crédits aux ménages augmente pour sa part de 2,6 % (+22,4 M€) en rythme annuel et de 2,0 % sur les six premiers mois de l'année.

L'encours des actifs financiers progresse sur un an (+2,6 %, soit +40,5 M€). L'augmentation est portée par les dépôts à vue des entreprises (+8,2 %, soit +29,1 M€) et par la bonne collecte des comptes d'épargne à régime spécial des ménages (+3,4 %, soit +11,0 M€). Les contrats d'assurance vie des ménages participent également à la bonne dynamique de la collecte avec une hausse de +6,1 %, soit +13,8 M€.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



■ En glissement annuel — En montant

■ En glissement annuel — En montant

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT DYNAMIQUE

Hausse de l'encours de crédits aux entreprises

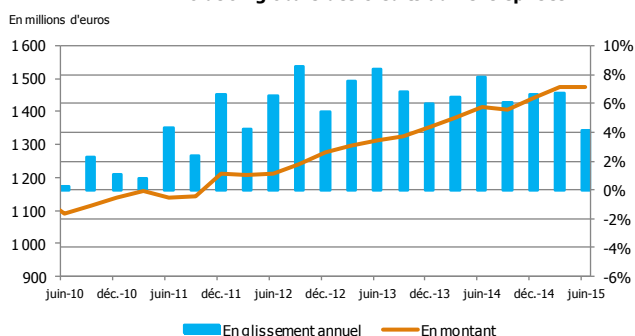
La croissance des **crédits aux entreprises** reste dynamique sur un an avec un encours qui progresse de 4,1 % (soit +58,2 M€) et atteint désormais 1 473,8 M€ à fin juin 2015. Sa progression est de 2,1 % sur le premier semestre 2015 (+4,6 % au 1^{er} semestre 2014).

La croissance des **crédits immobiliers** continue d'être vigoureuse (+4,0 % soit +34,8 M€) entre juin 2014 et juin 2015. Cependant, l'encours stagne (-0,4 %) sur la première partie de l'année 2015 (contre 3,8 % au premier semestre 2014) pour s'établir à 907,8 M€ à fin juin. Représentant 61,6 % de l'encours de crédit des entreprises, ils demeurent le moteur principal de la hausse de l'encours total sur ce segment de clientèle.

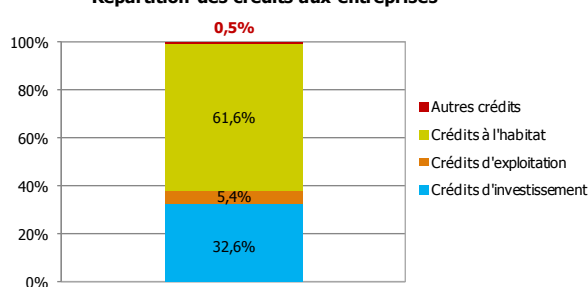
Les **crédits d'investissement** connaissent une hausse soutenue (+ 9,3 % soit +40,6 M€) pour atteindre 479,8 millions €..

En revanche, l'encours des **crédits d'exploitation** est en net recul (-16,9 % soit -16,0 M€) en rythme annuel pour s'établir à 78,6 M€. Une baisse qui se matérialise dans les comptes ordinaires débiteurs, qui diminuent fortement de 32,6 % sur un an (-15,2 M€). Sur le premier semestre cependant, les crédits d'exploitation repartent à la hausse (+1,7 % soit +1,3 M€).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

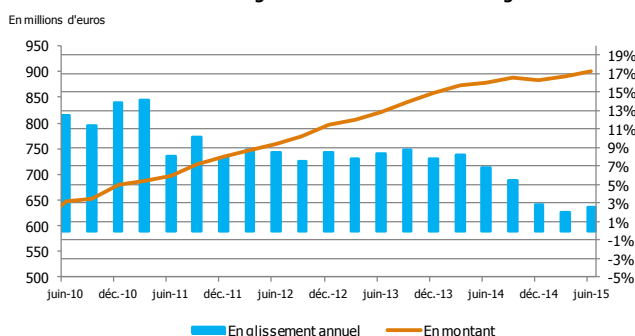


Hausse plus modérée des crédits aux ménages

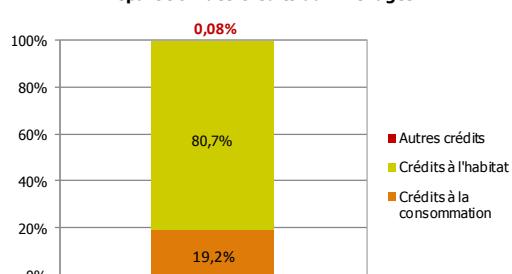
L'encours sain de **crédits aux ménages** s'inscrit en hausse de 2,6 % (soit +22,4 M€) en rythme annuel contre 6,8 % l'année précédente et de 2,0 % (+17,7 M€) sur le premier semestre 2015 pour atteindre 900,0 M€ fin juin. **Les crédits à l'habitat**, qui concentrent 80,7 % de l'encours de crédits des particuliers, augmentent de 2,8 % (+19,8 M€) sur un an à 726,7 M€ et expliquent l'essentiel de la croissance de l'encours des ménages.

Les **crédits à la consommation** affichent une légère augmentation de leur encours (+1,2 %, +2,1 M€) sur un an alors qu'ils affichaient une croissance de 5,0 % l'année précédente. Sur les six premiers mois de l'année, l'encours augmente seulement de 0,5 % (+0,8 M€) pour s'établir à 172,6 M€ à fin juin 2015.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Croissance soutenue des crédits aux collectivités locales

L'encours de **crédit aux collectivités locales** progresse sur un an de 7,5 % (+26,5 M€) pour atteindre 379,2 M€ à fin juin 2015. Ils se composent à 99,0 % de crédits à l'équipement..

Contraction des crédits aux autres agents¹

L'encours **sain de crédit** des autres agents se contracte de 5,1 % (soit -5,3 M€) entre juin 2014 et juin 2015. Toutefois, sur la première partie de l'année il augmente de 1,2 % (+1,2 M€) pour atteindre 99,0 M€.

Augmentation de l'encours douteux

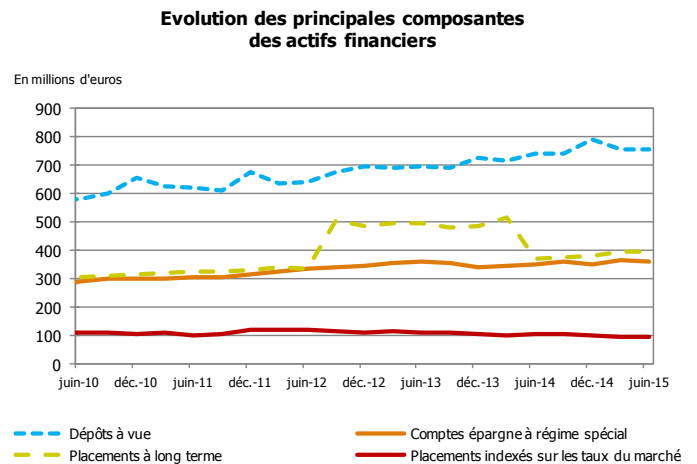
L'encours de crédits sains des établissements de crédit installés localement (ECIL) affiche une croissance de 5,0 % en rythme annuel contre une croissance de 3,5 % pour les créances douteuses brutes. Cette différence de croissance se traduit par une légère baisse du **taux de créances douteuses** qui s'établit à 3,6 % pour l'ensemble des établissements de crédit implantés localement.

Les **provisions** des ECIL se contractent de 4,2 % sur un an pour atteindre 58,5 M€. Le **taux de provisionnement** diminue pour sa part de 5 points pour s'établir à 62,1 %.

HAUSSE DES ACTIFS FINANCIERS

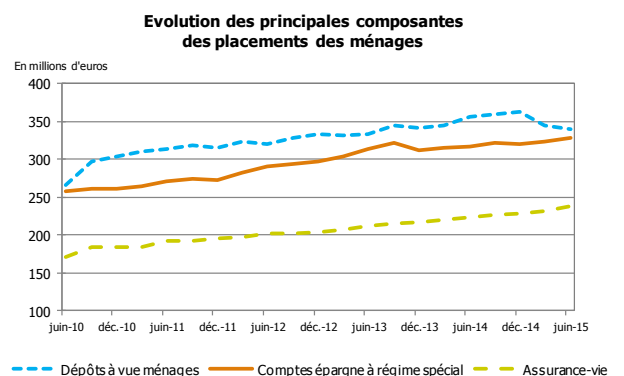
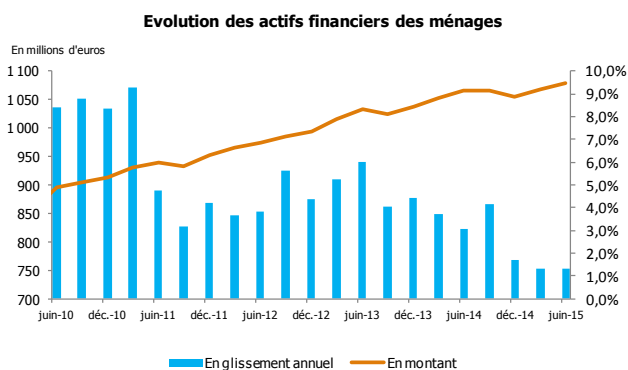
L'encours **des actifs financiers** du département augmente de 2,6 % (+40,5 M€) en rythme annuel et s'établit à 1 608,1 M€. L'encours se contracte de 0,9 % sur les six premiers mois de l'année (-14,5 M€), mais sensiblement moins par rapport à la même période en 2014 (-5,5 %).

La croissance annuelle est d'une part imputable à l'augmentation des **dépôts à vue** (+2,2 %, soit +16,4 M€) et, d'autre part, à la résilience des **placements à long terme**, notamment les **produits d'assurance vie** dont l'encours croît de 6,1 % sur les 12 derniers mois.



Progression de l'épargne des ménages

L'épargne **des ménages** augmente de 1,3 % (+13,9 M€) en rythme annuel pour atteindre un total de 1 079,1 M€ au 30 juin 2015.

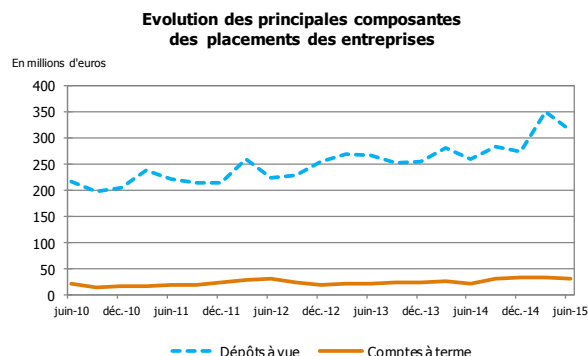
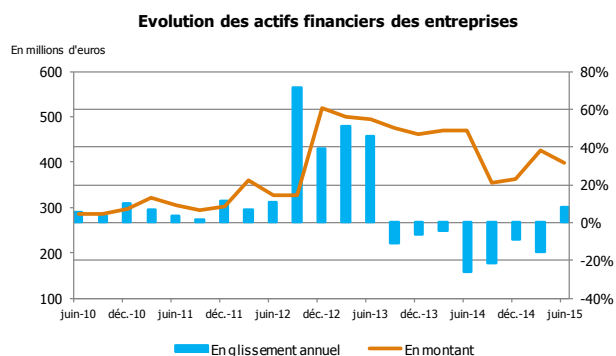


Sur les 12 derniers mois, les **dépôts à vue** diminuent de 3,4 % (-12,4 M€) avec un encours qui s'établit à 347,8 M€. Cette contraction est atténuée par le maintien de la collecte des livrets A et ordinaires (+4,8 M€ et 6,1 M€ respectivement). La **collecte globale de l'épargne des ménages** est toutefois en hausse principalement grâce aux produits **d'assurance vie et PEL** qui augmentent respectivement de 6,1 % (soit +13,8 M€) et de 9,5 % (soit +9,3 M€). Ces deux placements représentent un tiers des dépôts des ménages, soit 347,0 M€.

¹ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

Hausse des actifs des entreprises

La collecte auprès des entreprises enregistre une croissance de 8,2 % (soit +29,1 M€) entre juin 2014 et juin 2015, contre mais affiche une baisse sur le premier semestre 2015 (-10,4 %, soit -44,3 M€).



La croissance des **dépôts à vue** (+9,2 %, soit +26,1 M€) explique l'essentiel de la hausse annuelle. Les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent également en hausse, avec une collecte qui augmente de 6,0 %, soit +3,8 M€. Les **comptes d'épargne à régime spécial** enregistrent une forte croissance de 69,2 %, soit +6,1 M€. Toutefois, sur le premier semestre 2015, tous les produits d'épargne des entreprises affichent une baisse, à l'exception des comptes d'épargne à régime spécial (2,4 %) et, dans une moindre mesure, des placements à long terme (+1,0 %).

Baisse des actifs des autres agents

L'épargne des autres agents enregistre une décollecte de 1,7 % (-2,5 M€) sur un an. Sur le semestre, les actifs affichent une hausse de 4,1 % (+5,8 M€) établissant l'encours à 146,7 M€ à fin juin. Les **placements liquides ou à court terme** (-16,2 %, soit -7,0 M€), expliquent l'essentiel de la décollecte des 12 derniers mois.

MÉTHODOLOGIE

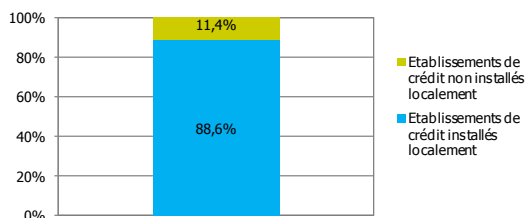
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

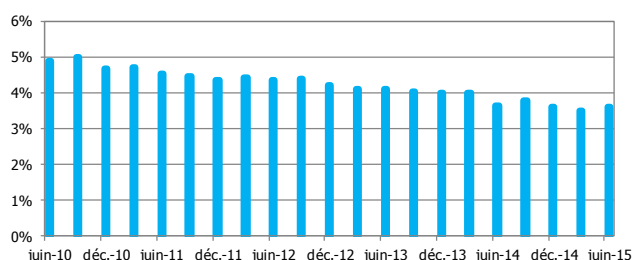
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros				Variations					
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	80,9	92,7	100,6	94,6	73,7	77,3	75,8	78,6	1,7%	-16,9%
<i>Créances commerciales</i>	6,3	8,5	7,9	7,0	6,7	6,4	5,2	4,7	-26,5%	-32,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34,5	33,0	30,5	31,9	29,1	33,8	31,0	32,8	-2,8%	2,9%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	6,5	6,5	6,0	6,2	6,6	7,7	6,9	6,8	-12,0%	8,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	35,5	44,8	55,2	46,7	28,4	26,5	30,6	31,5	18,8%	-32,6%
<i>Affecturage</i>	4,7	6,5	6,9	9,0	9,5	10,6	9,0	9,6	-9,5%	6,5%
Crédits d'investissement	351,8	364,8	402,0	439,2	432,5	446,0	479,1	479,8	7,6%	9,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	284,5	273,1	306,4	328,2	337,0	348,8	375,5	376,2	7,9%	14,6%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	36,7	26,2	24,8	23,1	22,7	13,8	13,5	13,6	-1,5%	-41,3%
<i>Crédit-bail</i>	67,3	91,7	95,6	111,0	95,5	97,2	103,6	103,6	6,6%	-6,7%
Crédits à l'habitat	700,2	749,4	803,5	873,0	888,4	911,7	911,0	907,8	-0,4%	4,0%
Autres crédits	4,9	5,1	7,0	8,7	9,0	8,9	8,2	7,5	-15,8%	-13,5%
Encours sain	1 137,8	1 212,1	1 313,1	1 415,5	1 403,6	1 443,9	1 474,1	1 473,7	2,1%	4,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	165,1	163,5	162,4	170,5	172,2	171,8	171,8	172,6	0,5%	1,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	139,5	137,3	136,7	143,6	145,6	147,8	148,4	149,7	1,3%	4,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	11,8	11,9	12,8	14,9	15,2	13,3	13,2	14,0	5,3%	-6,6%
<i>Crédit-bail</i>	13,8	14,3	13,0	11,9	11,4	10,8	10,2	9,0	-16,9%	-24,8%
Crédits à l'habitat	533,0	594,5	658,8	706,9	715,5	709,8	717,8	726,7	2,4%	2,8%
Autres crédits	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,7	0,7	1,3%	259,8%
Encours sain	698,3	758,2	821,4	877,5	887,8	882,3	890,3	900,0	2,0%	2,6%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	18,9	0,9	6,9	5,0	4,5	4,9	3,5	3,9	-21,3%	-22,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0		6,0	4,0	4,0	4,0	3,5	3,5	-11,3%	-11,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	18,9	0,9	0,9	1,0	0,5	0,9	0,0	0,3	-64,1%	-65,0%
Crédits d'investissement	370,4	393,6	382,0	347,7	353,2	353,8	366,6	375,3	6,1%	8,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	370,2	393,6	381,9	347,6	353,2	353,7	366,5	375,2	6,1%	7,9%
Autres crédits	0,7	0,4	0,1							
Encours sain	390,0	394,9	388,9	352,6	357,7	358,7	370,2	379,2	5,7%	7,5%
Autres agents										
Encours sain	20,9	31,7	37,3	104,3	84,6	97,8	97,8	99,0	1,2%	-5,1%
TOTAL										
Encours sain	2 247,0	2 396,9	2 560,7	2 750,0	2 733,8	2 782,7	2 832,4	2 851,8	2,5%	3,7%
<i>dont ECNIL</i>	304,2	339,9	338,3	344,0	328,2	329,5	327,9	324,8	-1,4%	-5,6%
Créances douteuses brutes	101,2	104,6	105,5	98,6	101,5	97,6	97,7	101,4	4,0%	2,8%
<i>dont ECIL</i>	92,5	93,7	95,4	91,0	94,3	92,1	90,9	94,2	2,2%	3,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	39,2	42,8	42,1	36,9	41,0	38,9	39,7	42,2	8,6%	14,5%
(dt) <i>Entreprises</i>	28,7	31,7	30,5	19,4	23,9	20,9	21,7	24,6	17,5%	26,7%
(dt) <i>Ménages</i>	10,2	10,8	11,4	14,4	14,3	15,4	15,6	15,2	-1,6%	5,2%
<i>Provisions</i>	61,9	61,8	63,4	61,8	60,5	58,7	58,0	59,2	0,9%	-4,1%
Encours brut total	2 348,2	2 501,5	2 666,2	2 848,6	2 835,3	2 880,2	2 930,1	2 953,3	2,5%	3,7%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,3%	4,2%	4,0%	3,5%	3,6%	3,4%	3,3%	3,4%	0,0 pt	0,0 pt
<i>dont ECIL</i>	4,5%	4,4%	4,1%	3,6%	3,8%	3,6%	3,5%	3,6%	0,0 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	61,2%	59,1%	60,1%	62,6%	59,6%	60,1%	59,4%	58,4%	-1,8 pt	-4,25 pt
<i>dont ECIL</i>	66,8%	65,7%	66,0%	67,1%	63,7%	63,2%	63,2%	62,1%	-1,0 pt	-4,98 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-11	juin-12	juin-13	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15	juin-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	295,1	327,2	476,0	353,2	364,1	426,6	398,1	382,3	-10,4%	8,2%
Dépôts à vue	214,2	229,2	252,1	282,1	274,1	348,7	314,7	308,2	-11,6%	9,2%
Placements liquides ou à court terme	74,1	89,6	74,1	64,4	83,9	72,1	77,5	68,3	-5,3%	6,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	18,1	24,1	18,0	8,8	26,8	14,6	23,0	15,0	2,4%	69,2%
Placements indexés sur les taux de marché	56,0	65,5	56,1	55,6	57,2	57,5	54,5	53,3	-7,3%	-4,1%
<i>dont comptes à terme</i>	20,0	24,5	24,5	31,1	33,5	34,5	31,4	31,0	-10,2%	-0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	25,4	31,9	27,2	22,1	21,4	20,1	20,0	19,7	-1,8%	-10,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	10,5	9,1	4,3	2,4	2,4	2,9	3,1	2,6	-10,5%	8,5%
Epargne à long terme	6,9	8,4	149,7	6,7	6,0	5,8	5,9	5,9	1,0%	-11,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,6	4,5	3,9	2,2	2,1	2,2	2,2	2,4	11,6%	12,1%
Ménages	939,2	975,0	1 033,7	1 065,2	1 065,8	1 055,1	1 066,9	1 079,1	2,3%	1,3%
Dépôts à vue	319,1	328,9	344,6	360,2	362,9	345,0	340,4	347,8	0,8%	-3,4%
Placements liquides ou à court terme	305,4	323,2	348,1	347,7	344,7	345,5	349,3	353,2	2,2%	1,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	275,2	294,6	321,3	321,6	319,7	323,1	328,2	332,6	2,9%	3,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	87,4	95,6	97,0	91,3	93,9	94,5	94,5	97,4	3,1%	6,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	136,4	146,2	165,8	171,4	168,1	170,4	175,1	176,2	3,4%	2,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,4	2,2	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	2,0	4,8%	1,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,5	6,8	6,3	5,4	5,3	5,3	5,3	5,3	-0,3%	-1,7%
<i>dont livrets de développement durable</i>	16,0	17,5	24,0	26,3	26,1	26,7	27,4	27,9	4,6%	6,1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,5	26,2	26,3	25,1	24,5	24,2	24,0	23,7	-2,0%	-5,5%
Placements indexés sur les taux de marché	30,2	28,7	26,9	26,2	24,9	22,4	21,1	20,6	-8,0%	-21,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	19,3	20,9	20,1	19,9	20,1	17,7	16,2	15,9	-10,0%	-20,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	10,9	7,7	6,8	6,3	4,9	4,8	4,7	4,6	-2,7%	-26,2%
Epargne à long terme	314,7	322,8	340,9	357,3	358,2	364,5	377,3	378,2	3,7%	5,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	83,7	86,4	92,5	98,2	98,7	102,8	106,5	107,4	4,5%	9,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,8	5,4	5,2	5,0	4,7	4,7	4,7	4,7	-1,2%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	4,7%	-2,7%
<i>dont portefeuille-titres</i>	17,3	17,7	17,9	18,0	17,1	16,5	17,4	16,8	1,4%	-6,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	14,9	10,5	9,8	9,3	9,0	8,6	9,0	8,6	-0,3%	-6,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	192,3	201,9	214,7	226,1	228,0	231,1	238,9	240,0	3,8%	6,1%
Autres agents	118,4	128,1	150,8	149,2	146,0	140,9	144,2	146,6	4,1%	-1,7%
Dépôts à vue	87,7	81,7	97,3	97,5	102,3	98,1	100,9	100,2	2,1%	2,7%
Placements liquides ou à court terme	27,1	42,7	49,1	43,3	34,2	32,5	32,9	36,3	11,7%	-16,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	11,1	17,2	22,4	21,0	13,8	12,0	14,1	15,2	26,2%	-27,6%
Placements indexés sur les taux de marché	16,0	25,5	26,8	22,4	20,5	20,5	18,7	21,1	3,2%	-5,6%
<i>dont comptes à terme</i>	8,1	14,9	15,9	15,6	15,5	17,1	14,8	16,1	-5,8%	3,1%
Epargne à long terme	3,7	3,7	4,4	8,4	9,5	10,3	10,4	10,2	-0,6%	21,5%
Total actifs financiers	1 352,8	1 430,2	1 660,5	1 567,6	1 575,9	1 622,6	1 609,2	1 608,1	-0,9%	2,6%
Dépôts à vue	620,9	639,8	694,1	739,7	739,3	791,9	756,0	756,1	-4,5%	2,2%
Placements liquides ou à court terme	406,6	455,5	471,4	455,5	462,8	450,1	459,7	457,7	1,7%	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	304,4	335,9	361,7	351,4	360,3	349,7	365,4	362,7	3,7%	3,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	95,9	109,4	115,4	108,0	108,5	105,9	110,8	117,3	10,8%	8,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	157,1	173,8	187,6	184,5	194,0	185,6	195,9	186,4	0,4%	1,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,4	2,2	2,0	2,0	1,9	1,9	1,9	2,0	4,8%	1,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	7,5	6,8	6,3	5,4	5,3	5,3	5,3	5,3	-0,3%	-1,7%
<i>dont livrets de développement durable</i>	16,0	17,5	24,0	26,4	26,2	26,7	27,4	27,9	4,5%	6,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,5	26,2	26,3	25,2	24,5	24,3	24,0	23,8	-1,9%	-5,4%
Placements indexés sur les taux de marché	102,2	119,6	109,8	104,1	102,6	100,4	94,3	95,0	-5,3%	-8,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	47,4	60,3	60,5	66,6	69,1	69,3	62,4	63,0	-9,1%	-5,5%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1		
<i>dont certificats de dépôt</i>	10,5	9,1	4,3	2,4	2,4	2,9	3,1	2,6	-10,5%	8,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	44,2	50,2	44,9	35,1	31,2	28,3	28,7	29,4	4,0%	-16,3%
Epargne à long terme	325,3	334,9	495,1	372,4	373,7	380,6	393,5	394,3	3,6%	5,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	83,7	86,5	92,6	98,2	98,9	103,1	106,8	107,8	4,6%	9,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,8	5,4	5,2	5,0	4,7	4,7	4,7	4,7	-1,2%	-6,9%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,8	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	4,7%	-2,7%
<i>dont actions</i>	12,6	10,7	152,0	11,3	11,3	11,0	11,8	11,4	3,7%	0,8%
<i>dont obligations</i>	8,3	12,6	13,3	14,6	12,8	13,0	13,1	12,4	-4,4%	-15,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	21,9	16,8	16,4	16,4	17,4	17,1	17,5	17,3	1,5%	5,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	192,3	201,9	214,7	226,1	228,0	231,1	238,9	240,0	3,8%	6,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Octobre 2015